



Le ministre de l'Administration Territoriale, Paul Atanga Nji, a présidé hier jeudi la première rencontre semestrielle avec les gouverneurs, occasion pour le patron de la territoriale de revenir d'un ton martial sur l'actuation brulante du Cameroun, avec l'arrestation et l'emprisonnement de Maurice Kamto, ainsi que ses partisans et alliés, pour avoir été à l'origine de la « marche blanche » du samedi 26 janvier 2019.

Extrait du ministre Paul Atanga Nji

Face aux menaces de déstabilisation et de remise en cause des institutions républicaines, devenues le sport favori de certains politiciens véreux en quête de notoriété, force doit rester à la loi.

Sous aucun prétexte, l'État de droit et les revendications des libertés publiques ne sauraient signifier l'anarchie et le désordre. Le maintien de l'ordre doit être conduit avec courage détermination et fermeté.

Aucun espace ne doit être accordé aux auteurs de troubles qui en toutes circonstances doivent se heurter à la rigueur de la loi

Dès maintenant, il nous faut agir et prendre des mesures concrètes pour faire triompher la

démocratie et l'Etat de droit; pour préserver la stabilité des institutions de la République, et partant, réunir les conditions préalables pour l'émergence, véritable cause nationale. Dans ce sens, les autorités administratives ne doivent ménager aucun effort pour assurer sur l'ensemble du territoire national, la sécurité des personnes et de leurs biens